

Nord-Ouest, nous devrions d'abord venir en aide aux Canadiens d'ici qui désirent y aller aussi ; car il faut remarquer que le gouvernement n'a pas le même intérêt à favoriser le simple déplacement de notre population d'une partie du Canada à une autre, qu'à attirer des pays étrangers des colons dont l'établissement sur notre sol ajoute et à notre force numérique et à notre richesse nationale, — sans compter que ce repatriement des Canadiens des États-Unis constitue une des annonces les plus efficaces des avantages offerts par notre pays aux émigrants qui se destinent à l'agriculture, en même temps que l'éloge de nos institutions comparées aux institutions tant vantées, trop vantées peut-être, de nos voisins. Les nôtres contiennent ce qu'il y a de meilleur, ou à peu près, dans les leurs, sans en imiter les côtés les plus défectueux, et je ne crois pas que ce fait soit complètement étranger au désir qu'un si grand nombre, de beaucoup le plus grand nombre, des Canadiens rendus aux États-Unis éprouvent de s'en revenir vivre au pays natal. C'est un désir qui les honore autant qu'il doit nous réjouir et raviver notre dévouement à la conservation de l'arche précieuse de nos propres institutions.

Le pays apprendra avec joie que, grâce à la vigueur avec laquelle le gouvernement a poussé les travaux de construction de cette partie du chemin de fer du Pacifique s'étendant du lac Supérieur à la Rivière-Rouge, nous serons bientôt mis en communication directe avec la province sœur de l'ouest par une ligne passant exclusivement sur le territoire canadien. On ne manquera point, non plus, de reconnaître les grands avantages que la colonisation et le développement du Manitoba et du Nord-Ouest devront retirer de la construction immédiate de près de cent milles de voie ferrée à l'ouest de la Rivière-Rouge, et de la construction prochaine de cent autres milles dans la même direction, à travers une fertile étendue de terres très propres à l'agriculture et qui, avec le temps, devront attirer des milliers de colons, si, comme nous avons toute raison de l'espérer, le prix en reste accessible à presque toutes les bourses. Avec la vigilance qui l'a distingué jusqu'ici, le gouvernement veillera sans doute à ce que les grands accapareurs de terres n'aient pas trop leurs coudées franches pour étendre là le cercle de leurs spéculations, au

M. HOUDE.

détriment des intérêts de la colonisation et de l'avancement de ces importantes régions dans la voie du développement et du progrès. Pour lutter avantageusement avec les États-Unis, qui nous disputent et nous enlèvent même trop souvent les meilleurs colons au moyen des offres libérales qu'ils leur font, il faut de toute nécessité que le prix de nos terres publiques que nous désirons voir colonisées au plus tôt soit très minime. Car la première et la principale compensation que le pays doit attendre en retour du fardeau qu'il s'impose pour la construction de cette gigantesque voie ferrée, ce sont le peuplement rapide de ces vastes contrées aujourd'hui presque désertes, et le trafic qu'elles pourront ainsi alimenter du surplus de leurs produits et des importations qu'elles recevront en échange.

La construction, devant commencer de bonne heure au printemps et être poussée vigoureusement, de cent vingt-sept milles de chemin de fer dans la Colombie britannique, est une preuve tangible du désir du gouvernement actuel de rendre justice aux habitants de cette province. Le pays approuvera ce rachat, dans la mesure du possible, de la parole engagée en son nom, de même qu'il devra voir avec satisfaction que le gouvernement paraît être d'opinion que ces travaux sont proportionnés aux ressources dont il peut avantageusement disposer pour le moment, et qu'avant de donner le reste à l'entreprise, il tâchera, je suppose, de se procurer les moyens nécessaires autrement que par de nouveaux emprunts à l'étranger, afin de ne pas escompter trop l'avenir, ni d'encourir le risque d'obérer les habitants actuels des anciennes provinces au profit trop exclusif d'une population qui n'habite pas encore ce pays et qui, dans tous les cas, si elle vient l'habiter, aura le moins contribué à ces travaux publics dispendieux.

Le choix définitif du tracé par Burrard Inlet et du terminus occidental du chemin de fer du Pacifique assure à double titre nos félicitations au gouvernement, d'abord, parce que cela permet de cesser les dépenses considérables que les explorations entraînaient dans cette région si accidentée, ensuite parce que cette décision prouve qu'il ne craint point de suivre, dans l'intérêt du pays, les traces de ses adversaires, lorsque ces derniers lui font le plaisir de prendre une bonne voie. Son regret est peut-être que le cabinet précé-